

### 3

## Lecture d'une dispersion paradoxale : vers « une longue indépendance ! »

---

« La décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, est, on le voit, un programme de désordre absolu (...). La décolonisation est la rencontre de deux forces congénitalement antagonistes qui tirent précisément leur originalité de cette sorte de substantification que secrète et qu'alimente la situation coloniale (...). Dans la décolonisation, il y a donc exigence d'une remise en question intégrale de la situation coloniale ».

Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Petite collection Maspéro, 1981, p. 6.

- A. Ngaidé :** Quel a été le rôle de la FEANF dans l'avènement des indépendances africaines ?
- A. A. Dieng :** Le rôle de la FEANF a été très important pour l'avènement des indépendances dans la mesure où les étudiants africains qui étaient en France avaient une très grande expérience politique qui s'exprimait à travers des organisations politiques telles que le Groupe d'études politiques africain (GÉPA), le Groupement africain de recherche économique et politique (GAREP) et ensuite l'Association des étudiants RDA qui a été créée en 1950. Toutes ces organisations ont permis au mouvement étudiant d'avoir des positions politiques globales sur la situation que vivaient les Africains à l'époque de la domination occidentale. C'est pourquoi ils ont été amenés à promouvoir, dans leur majorité, le mot d'ordre d'indépendance nationale.

Tout cela a été, pratiquement, coordonné par les différentes organisations dans le cadre de leurs réunions privées. Par la suite, la FEANF a, elle aussi, pris à bras-le-corps le mot d'ordre. Il faut signaler qu'elle était au début une association corporative qui voulait intéresser l'ensemble des étudiants, évitant du coup sa politisation qui pouvait conduire à des dissensions inconciliables entre ressortissants de plusieurs territoires. On ne tenait plus compte de l'importance de l'appartenance idéologique, philosophique, religieuse, territoriale etc.

En agissant ainsi, la FEANF a réussi à fédérer l'ensemble des étudiants et à les amener progressivement à avoir des attitudes nationalistes conséquentes et vigoureuses. C'est à partir du 8<sup>e</sup> Congrès que l'organisation s'est radicalisée pour se prononcer clairement sur l'indépendance nationale en soutenant le mouvement de la lutte des Algériens à travers l'Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie (UGEMA) qui collaborait beaucoup avec la FEANF, et aussi dans le Comité anticolonialiste qui regroupait non seulement les étudiants des Antilles c'est-à-dire les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais mais aussi les étudiants de la Réunion à travers notamment Jacques Vergès. Par conséquent, tous ces pays dits d'Outre-mer étaient impliqués dans la lutte pour l'indépendance de nos propres pays.

**A. Ngaidé :** Est-ce que le débat pour l'indépendance était intense entre les étudiants ?

**A. A. Dieng :** Il y avait des débats et ils se reflétaient dans la littérature même des étudiants. Je vous ai dit tantôt que les débats tournaient, durant cette période, autour de la revalorisation de l'histoire politique, sociale et culturelle du continent. Nous savons bien que le système colonial, appuyé par des études ethnologiques, avait disqualifié l'homme africain jusqu'à nier la valeur de ses structures mentales et les exemples ne manquent pas dans ce domaine. Évidemment que nous avons une attitude tout à fait différente et c'est la raison pour laquelle les nationalistes comme les Joseph Ki-Zerbo présentaient, par exemple, Samory Touré comme un Vercingétorix africain. Ce sont là des analogies qui allaient dans le sens de la lutte pour la révolution et la restauration de l'image des résistants à la colonisation. C'est la période aussi où l'on parlait des grands héros nationaux comme El Hadj Omar, Maba Diakhou, Lat Dior et tous les autres Africains qui ont tenu tête à la machine coloniale.

Donc l'histoire était convoquée et les journaux étudiants reflétaient bien ces débats idéologiques. Ils consacraient des rubriques entières à l'histoire des pays africains et singulièrement celle des grands empires : Ghana, Mali, Songhoy... C'était la fierté des gens d'Afrique de l'époque et surtout ceux de l'Afrique occidentale française. Je pense que tout ceci s'inscrivait dans le combat idéologique que nous menions contre la colonisation et le capitalisme mondial qui le sous-tendait. La colonisation disait « ceci » et nous nous disions l'inverse.

**A. Ngaidé :** Y avait-il une volonté affirmée d'harmonisation des moyens de la lutte, un réel sentiment d'union à la veille des indépendances ?

**A. A. Dieng :** Les volontés d'union étaient nettement affirmées. Mais il faut reconnaître aussi qu'il y avait une volonté de dissociation, de séparation qui était encouragée par la colonie par l'entremise de la création des Associations Territoriales. En insistant et en travaillant avec elles, la colonie tentait d'affaiblir la FEANF. Cela constitue à mes yeux un phénomène extrêmement important et c'est l'une des raisons pour lesquelles, quand l'indépendance est arrivée, la FEANF s'est retrouvée très affaiblie. Désormais, les associations territoriales

n'avaient affaire qu'à leurs autorités nationales et non aux autorités fédérales. La fédération n'avait plus d'interlocuteurs en face : pas de fédération d'AOF, ni d'AEF... Il y avait des territoires et tout cela est imputable à la politique active de balkanisation du continent. C'est un facteur qui a laminé les bases de la FEANF ; et cela, dès le vote de la Loi Cadre Defferre<sup>1</sup>. C'est pourquoi je disais toujours à qui voulait m'entendre que le ver était déjà dans le fruit.

**A. Ngaidé :** Dès lors, que vous inspire l'année 1958 ?

**A. A. Dieng :** C'est une année décisive, en ce sens que c'est à partir de cette année-là qu'on a voulu octroyer aux pays africains une semi-autonomie. En commençant d'abord par le Togo qui avait un statut spécial puisque le territoire était sous tutelle des Nations-Unies. Et 1958, c'était aussi la campagne de De Gaulle qui a sillonné l'Afrique de Paris à Madagascar, en passant par Brazzaville, Abidjan, et évidemment d'abord l'épisode de la Guinée avec Sékou Touré qui l'a indisposé et ensuite les pancartes qui l'accueillirent à Dakar.

Je pense que tous ces phénomènes étaient importants et cela a préparé à l'accession, comme on dit, à la souveraineté internationale, mais on ne disait pas à l'indépendance nationale à proprement parler. Des accords dits de coopération furent signés mais ils n'étaient, évidemment pas, des accords de partenariat mais des accords entre pays inégaux à cause de la présence des bases militaires françaises.

Elles demeuraient là comme un symbole de la domination et le monopole économique français se perpétuait aussi. En fait, les liens de dépendance étaient toujours vivaces. Nous avons bien compris que l'indépendance politique n'était que formelle, mais qu'il n'y avait pas indépendance économique à proprement parler.

Plus tard, les charges économiques allaient conduire les Français à suggérer la nécessité de faire payer la gestion des colonies par les Africains eux-mêmes. La métropole ne pouvait plus gérer la domination par ses propres frais et il fallait que les indigènes consentent un effort local. C'est l'une des raisons pour lesquelles dès 1960, la FEANF s'est indignée contre cet état de fait. Par la suite notre organisation exigea la rupture des liens politiques, la liquidation des monopoles coloniaux, en même temps que celle des bases militaires françaises en Afrique pour assurer notre véritable souveraineté. Ainsi donc, nous pouvons dire que ce fut une période cruciale et tout à fait importante à partir de laquelle la France s'est engagée à jouer la carte réaliste.

**A. Ngaidé :** Où est-ce que vous étiez en 1958 ? Étiez-vous à Dakar lors du passage du Général de Gaulle ?

**A. A. Dieng :** L'arrivée du Général de Gaulle m'a trouvé ici au Sénégal en vacances. Je venais d'intégrer l'ENFOM et je devais revenir au Sénégal pour préparer mon mémoire. J'avais choisi de travailler sur la Société électrique et industrielle du Baol (SEIB) ; donc j'étais obligé de venir sur le terrain pour pouvoir faire mes enquêtes. C'est pourquoi j'étais là. Mais, étant là, j'ai refusé d'obéir à la Loi

de la réserve comme je l'ai souligné plus haut. J'ai organisé des meetings à Diourbel où nous demandions l'indépendance purement et simplement. Et bien entendu l'administrateur des colonies qui s'appelait Lafay qui a servi à Labé a envoyé des stagiaires pour pouvoir m'espionner et faire un rapport, lequel rapport sera déposé à la direction de l'école ; dès que je suis arrivé; on m'a signifié mon exclusion pure et simple. Parce que j'avais participé effectivement, disent-ils, comme haut fonctionnaire à la campagne pour le NON et cela était intolérable pour un fonctionnaire « français ».

La conséquence de ce comportement vous la connaissez déjà. C'est mon exclusion.

**A. Ngaidé :** Pouvez-vous nous parler de cette histoire des pancartes qui alimente encore les polémiques ?

**A. A. Dieng :** Je vais vous dire ce que moi j'ai perçu de *mon lieu d'observation*. Quand De Gaulle est venu, il y avait hésitation par rapport à l'itinéraire que devait emprunter son cortège. Le protocole a hésité entre la corniche et l'autoroute. C'était pour empêcher les contestataires de manifester par des pancartes. Finalement l'administration coloniale a retenu la corniche et c'est par là que De Gaulle est finalement passé. Je le revois encore dans la voiture avec le Maire de Dakar Lamine Guèye et le Gouverneur général. On avait des macarons qui demandaient l'indépendance immédiate suivant le mot d'ordre de Cotonou : « Indépendance immédiate, confédération multinationale ». C'était le mot d'ordre. On a fait un grand meeting au champ de course, emplacement actuel du CESAG.

Et après le meeting, nous avons marché le long des allées du centenaire jusqu'à la Place Protet. C'est là que nous avons retrouvé des porteurs de pancartes mais des pancartes assez bizarres et qui ne correspondaient pas du tout à nos aspirations. Cette manifestation était organisée par le Mouvement populaire sénégalais (MPS) qui était le RDA, version Houphouët Boigny, un « collaborateur ». C'est Doudou Guèye qui dirigeait tout cela. Il leur avait demandé de porter des pancartes sur lesquelles étaient inscrits des slogans qui disaient : « Vers une autonomie administrative », « Une autonomie culturelle ». Cela nous a naturellement révoltés. On s'est précipités sur eux pour les chasser parce que ce n'étaient pas des militants, c'étaient des vendeurs d'eau : des Bela, des esclaves des Touaregs qui avaient été réquisitionnés pour la circonstance.

N'oublions pas que nous étions dans le cadre de l'AOF donc les Soudanais, les Nigériens et tous les autres ressortissants aofiens étaient présents à Dakar et tout naturellement à la manifestation. Par conséquent nous les avons chassés. Et nous avons remplacé leurs pancartes par d'autres qui étaient soigneusement préparées par Abdoulaye Ly. En effet, c'est lui qui a tout conçu. Pourquoi ? C'est parce que lui, il était pour l'indépendance alors que Senghor et Lamine Guèye avaient des avis contraires. Il est resté à Dakar alors que Senghor et Mamadou Dia étaient absents. Il ne faut pas oublier que dès que Senghor et Lamine Guèye ont quitté Cotonou, ils sont allés en France. Ils étaient dans une

commission préparatoire de la nouvelle constitution. Abdoulaye Ly était le secrétaire général adjoint de l'UPS. Donc, il lui revenait d'organiser les choses et profiter de cette occasion pour populariser les mots d'ordre de Cotonou.

Les organisateurs de l'accueil du Général avaient aussi aménagé des places pour mettre des anciens combattants qui étaient favorables au OUI. L'on notait aussi la présence des femmes militantes de Lamine Guèye. Elles étaient en grande toilette et étaient là pour accueillir de Gaulle dans la tradition de la *teranga* sénégalaise<sup>2</sup> comme ils disaient. Toute cette manifestation était orchestrée pour s'opposer aux mots d'ordre qui avaient été, unanimement, adoptés au congrès de Cotonou.

Le Général de Gaulle commence par s'adresser aux « Porteurs de pancartes ». Il y avait à cela deux raisons. Il y avait deux pancartes qui l'ont agacé et sur lesquelles était inscrit : « Assassin de Thiaroye<sup>3</sup> ». En fait, de Gaulle était accusé d'être l'instigateur du massacre de Thiaroye. Une autre pancarte affichait : « Vive le FLN ! ».

Évidemment, c'était intolérable à l'époque qu'on ose reprendre la revendication d'indépendance du FLN qui était en lutte armée contre la France. Tout acte tendant à soutenir le combat des patriotes algériens, en cette occasion, était considéré comme un moyen de décourager l'armée française dans sa répression en Algérie. Donc, il avait bien vu ces deux pancartes et c'est pourquoi, il a commencé à s'adresser à leurs porteurs. N'oublions pas qu'il était déjà écœuré par la façon dont il avait été accueilli à Conakry et voyant les « Porteurs de pancartes... ». Il ne pouvait qu'être abasourdi.

Voilà comment les choses se sont passées depuis *mon lieu d'observation*. Je signale qu'à l'occasion de cette manifestation Valdiodio Ndiaye a remplacé Mamadou Dia. Il était donc là en tant que représentant de l'État sénégalais naissant après la Loi-cadre et il a fait un discours que beaucoup de gens ont approuvé. Ce discours, je dois le dire, est un discours entièrement rédigé par Jean Colin. D'ailleurs j'ai vu la mouture dans les archives d'Abdoulaye Ly et il m'a dit que Valdiodio n'a ajouté qu'une seule phrase à la main. Il me l'a fait lire.

Donc, c'est bien Abdoulaye Ly qui a organisé ce qu'on pourrait appeler, aujourd'hui, une contre-manifestation. D'ailleurs c'est lui-même qui a tenu toute la comptabilité. C'est-à-dire ce que cela a coûté en macarons, en impression et en confection de « sandwichs ». Les « sandwichs », ce sont de petites pancartes portées par les gosses qui déambulaient au moment de la manifestation. Je me souviens encore de leurs paroles. Je les entends crier « Caporal de Gaulle ! Caporal de Gaulle ». Ils ne disaient pas « Général ! ». C'était une manière d'attaquer cette haute personnalité qu'était de Gaulle nimbé des auréoles de la résistance française.

D'ailleurs un mythe têtue circulait sur de Gaulle. J'ai un ami, Malick Fall, qui a quitté Diourbel pour la manifestation et sa mère qui a un accent *seereer* nous disait : « *Eeb ! Malick dey demna ndakarou, dema tiit. De Gaulle buur mu kamil dina len diape Lagnar. Sounguène demé dina dagg sen gatt* » (Malick est parti pour Dakar, j'ai peur. De Gaulle le champion des arènes va vous arrêter à Lagnar –village

situé à une dizaine de kilomètres de Diourbel- et vous briser.). C'est anecdotique, mais c'est significatif du mythe qui entourait de Gaulle à l'époque. Ce grand homme qui, quand il lève les bras, ressemble à un lutteur imbattable. Donc nous avons une mission pour la FEANF. Elle avait envoyé d'autres étudiants comme Boubacar Ly et bien d'autres pour manifester notre désir d'obtenir l'indépendance.

**A. Ngaidé :** Que pensez-vous de cette incessante polémique autour des « porteurs de pancartes » ?

**A. A. Dieng :** Certains jeunes militants de l'Union progressiste sénégalaise (UPS) ont tenté d'utiliser les manifestations de Dakar pour se prendre pour des héros en argumentant qu'ils étaient les « porteurs de pancartes » revendiquant l'indépendance immédiate. D'ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles quand on m'a parlé de « l'Association des porteurs de pancartes » j'ai purement et simplement décliné l'invitation.

Je me refuse à tout cela car les porteurs de pancartes étaient des gens qui étaient effectivement pour l'indépendance. Alors qu'il y avait des porteurs de pancartes qui s'inscrivaient dans l'UPS et qui étaient pour le OUI. Vous avez bien vu que c'est à partir de là que le parti s'est disloqué. Parce qu'il y avait deux camps celui du OUI et celui du NON.

Lamine Guèye était pour le OUI, c'est pourquoi il nous a fait un discours qui nous a déçu. Nous avons beaucoup d'admiration pour lui parce qu'il avait octroyé beaucoup de bourses pour la France. Il disait : « Un OUI n'a de sens que si on peut dire NON ». C'était de la phraséologie. Il aimait répéter : « Méfiez-vous de l'Africain qui ne parle pas, tant qu'il parle il n'est pas dangereux, mais quand il se tait, il devient dangereux ». On se disait : voilà quelqu'un qui désamorce la bombe. C'était cela son rôle. Il y a un phénomène que les historiens ignorent la plupart du temps, c'est que Gabriel D'Arboussier a pris la parole en tant que président du Grand Conseil de l'AOF. Il était bien connu dans le milieu étudiant parce qu'il est resté un anticolonialiste au moment où Houphouët Boigny avait amorcé le virage pour la « collaboration ». Il avait un don qui le rendait très populaire. C'était un excellent orateur doublé d'un grand agitateur et dans le vrai sens du mot. Il savait captiver les masses. Il est intervenu dans une brillante improvisation. Beaucoup de comptes rendus ont ignoré sa présence.

J'entends encore sa voix résonner dans mes oreilles.

D'ailleurs quand de Gaulle faisait son discours, il y avait un brouhaha tel qu'il était difficile d'entendre ce qu'il disait. Tout ce qu'on a retenu c'était : « Les porteurs de pancartes si vous voulez l'indépendance prenez-la... ». Le reste, on ne l'a pas entendu à cause de ce brouhaha extraordinaire qui sortait de la foule massée à la Place Protet.

Je me souviens encore avoir vu Gaïndé Fatma Cheikh Amadou Mbacké pendre la rue de Thiong et s'engouffrer dans sa voiture qui était du côté du marché Sandaga. Je le revois avec son grand turban avec toute sa majesté. Il

était socialiste comme Lamine Guèye. Il était venu ce jour là soutenir celui qu'il a toujours défendu contre Senghor. En effet, il n'a jamais accepté Senghor et n'a jamais adhéré à sa politique. Il a toujours été de l'autre côté.

**A. Ngaidé :** Vous semblez bien apprécier la teneur du discours de Gabriel D'Arboussier. Mais qu'a-t-il dit de mémorable ce jour là ?

**A. A. Dieng :** J'avoue que Gabriel D'Arboussier a été très vague et accueillant. C'est tout. Mais il n'est pas allé loin du point de vue politique. C'est son verbe qui a séduit les gens mais cela n'a pas changé la situation. C'était comme un coup de pétard. Mais cela n'a servi à rien car les masses étaient surchauffées. Les gens avaient commencé à s'habituer aux techniques de lutte, c'est-à-dire renverser les voitures et les brûler. C'était la première fois que je voyais cette « innovation » dans le panorama de Dakar où je vivais depuis 1952.

**A. Ngaidé :** Peut-on vraiment considérer l'indépendance comme un moment de libération collective ?

**A. A. Dieng :** Je pense qu'on a remis l'indépendance à des gens qui étaient des « collaborateurs » ; par conséquent il n'y avait pas un changement fondamental. Pour eux c'est la continuation si l'on tient en compte les événements qui sont survenus. La France défaite à Dien Bien Phu, défaite aussi en Afrique du nord et au Cameroun où l'UPC la contestait, par la voie de la lutte armée. Et donc, la France était dans une situation extrêmement difficile. C'est pourquoi je pense que les gens n'ont pas ressenti réellement les effets d'une indépendance bénéfique pour nos propres pays.

**A. Ngaidé :** Et pour le commun des mortels...

**A. A. Dieng :** Il y avait un enthousiasme réel. Avec les exactions de la colonisation les gens étaient contents d'être indépendants et libres. Mais il ne faut pas oublier que quelque temps après le néocolonialisme s'est installé et les populations se mirent à se demander : « A quand la fin de l'indépendance ? ». Parce que les frais de gestion étaient énormes, on a créé des armées nationales, des ambassades, des postes de ministres etc. Tout cela pesait lourdement sur le dos du paysan africain et du sénégalais dont l'agriculture commençait à connaître un déclin réel à cause des produits concurrents comme les oléagineux : tournesol, soja... Tout cela était pénible à supporter et les populations furent gagnées par la lassitude et la déception.

**A. Ngaidé :** Pouvez-vous nous parler de la Fédération du Mali. Elle fut l'une des premières expériences d'indépendance commune ?

**A. A. Dieng :** Oui mais c'est l'époque où on luttait pour avoir l'unité des pays africains. C'était notre credo et qui a débouché sur le mouvement panafricain. Mais il faut voir les choses telles qu'elles se passent dans la réalité. Malheureusement, cette lutte pour l'unité des pays africains a correspondu

avec l'octroi de l'indépendance à de petits pays : l'indépendance alimentée à un nationalisme grégaire. Et cette forme de nationalisme est devenue l'ennemi du panafricanisme et du désir d'unité. C'est un phénomène qu'il faut bien percevoir afin d'analyser ses réelles conséquences sur la suite de l'histoire du continent.

Donc, il n'y avait pas de forces sociales à proprement parler pour soutenir le message de quelques gens isolés comme les étudiants qui maîtrisent mieux le contenu de ce que les gens de la diaspora avaient mis dans le concept de panafricanisme. C'est durant cette période d'ailleurs que nous nous sommes mis à lire des nuits et des nuits le texte de Georges Padmore : *Africanism, Communism* en anglais car le livre n'était pas encore traduit. Nous avons sorti un document, comme souligné plus haut, pour définir ce que nous entendions par unité africaine.

Nous défendions l'idée selon laquelle l'unité était un moyen et non une fin. S'unir pourquoi et autour de quoi ? C'était la question centrale qui nous préoccupait. En tout cas pas autour de la race comme certains avaient tendance à le croire ; poussés qu'ils étaient par les gens de la diaspora. Pour nous, la race n'était pas un élément déterminant. Des gens d'une même race peuvent être dans des camps différents voire opposés. C'est comme cela que nous percevions les réalités du continent. C'est dire que l'anticolonialisme l'emportait sur les histoires du panafricanisme « racialisé ». Ce qui est caractéristique, c'est que la balkanisation était là et que l'on avait déjà environ 16 états (14 pour l'AOF plus le Togo et le Cameroun). Avec tout cela, nous étions déjà en ordre dispersé et c'était l'un des vœux, malheureusement, d'Houphouët Boigny.

Houphouët Boigny représente quelque chose qu'il faut analyser très sérieusement. Il a tenu compte de la situation de l'époque pour pouvoir tirer le maximum du système colonial. Le Sénégal a été le premier pays mis en valeur à partir de la culture arachidière et vers les années 1950 le Sénégal a perdu ce leadership du point de vue économique ; parce que l'essentiel des ressources de l'AOF étaient tirées des rentes produites par l'arachide et cela a permis d'embellir la capitale contrairement à Abidjan, sa concurrente.

En 1950, Abidjan allait prendre sa revanche. Et pourquoi ? Parce que d'abord il y a eu la guerre de Corée. Les matières premières comme le café, le cacao et le caoutchouc étaient des produits stratégiques. Ceci a favorisé la Côte d'Ivoire. Premier élément. Deuxième élément, la Côte d'Ivoire n'avait qu'un Wharf et n'avait pas un port en eaux profondes. On a percé le canal de Vridi et pour la première fois, la Côte d'Ivoire allait avoir un port en eaux profondes. Le port d'Abidjan commençait ainsi à devenir le premier port de l'AOF alors que, dans les temps anciens, les ports les plus importants étaient Kaolack et Rufisque car il avait un Wharf. Mais Rufisque sera par la suite supplanté par Dakar. En effet, dès qu'on a aménagé Dakar, la ville de Rufisque a perdu de sa superbe. Troisième élément important, Houphouët Boigny rallie la France en 1950. Il collabore, avec la bénédiction de François Mitterrand qui était ministre des colonies. Donc tous ces éléments ont joué en faveur de la Côte d'Ivoire.



La Côte d'Ivoire qui n'était pas mise en valeur va l'être tardivement et on voit se dresser le « jeune homme économique » que constitue la Côte d'Ivoire face au vieillard que représente le Sénégal. C'est pourquoi d'ailleurs, durant cette période de prospérité, les Sénégalais disaient qu'il ne faut pas qu'on prenne l'essentiel du budget pour subventionner des pays qui ne sont pas mis en valeur et qui n'ont pas de recettes budgétaires comme le Niger, la Mauritanie, la Haute-Volta (Burkina).

Dès lors, nous pouvons comprendre pourquoi, plus tard, Houphouët Boigny dira : « La Côte d'Ivoire n'est pas la vache à lait de l'Afrique noire ». Et d'ajouter aussi que tout ce que les pays de l'AOF produisent comme recettes sert à embellir Dakar, même les rues qui devaient être bitumées par la mairie de Dakar étaient réalisées aux frais du budget de l'AOF, Dakar étant la capitale fédérale. Et beaucoup de fonctionnaires fédéraux venaient travailler au Sénégal et non en Côte d'Ivoire.

La rivalité entre Dakar et Abidjan ne relevait pas de l'inimitié entre Senghor, l'intellectuel agrégé et Houphouët l'instituteur chef de canton. Cette rivalité n'était pas crypto-personnelle. En réalité, c'est à partir du Sénégal que les milieux économiques français contrôlaient tout, car toutes les industries étaient situées dans la région du Cap Vert et avaient comme « débouché » l'hinterland y compris même le Gabon, l'Algérie pour l'huile, Madagascar... Houphouët Boigny supportait mal cette situation de domination qu'exerçait le Sénégal sur les autres territoires. C'est pourquoi il a presque obligé les industries à aller s'installer en Côte d'Ivoire. C'est comme cela qu'il a demandé, par exemple, que les Grands Moulins de Dakar deviennent les Grands Moulins d'Abidjan. Dans ces conditions, et ayant les mêmes types d'ambitions, ils deviennent des pays rivaux et leur complémentarité vole en éclats. Tous les antagonismes entre Senghor et Houphouët Boigny ont pris racines dans ce magma.

- A. Ngaidé :** Mais quelle est l'influence de cet antagonisme sur la Fédération du Mali ?
- A. A. Dieng :** Mais justement c'est Houphouët Boigny qui a demandé sa liquidation et la France a soutenu son initiative. Et pourquoi ? Parce que la France soupçonnait le Soudan (Mali actuel) de soutenir la lutte algérienne à cause de la proximité de la bande Saharo-sahélienne. Il y avait cette arrière-pensée qui alimentait les sentiments des uns comme des autres. Et n'oublions pas qu'à l'époque la France voulait créer l'Organisation des États Riverains du Sahara (OERS). Cela a provoqué un tollé au Maroc, en Algérie et en Tunisie et il faut souligner que Mamadou Dia a soutenu vigoureusement la candidature de Senghor au poste de président de la République du Mali. Il était hostile à la candidature de Modibo Keita soutenue par les Soudanais. A la dissolution du Mali, Ousseynou Seck, un grand chroniqueur à la radio fédérale disait : « *Eh Mali deena kouko rog gnou rog la. Nko ak dema'ni mounongno ande* ». (La fédération du Mali est morte. On enterrera celui qui l'enterrera. « je dis » (en langue mandingue) et « je dis » en wolof ne peuvent pas cheminer ensemble). Autrement dit, il a *bambarisé* le

Soudan et *wolofisé* le Sénégal. Mamadou Dia est celui qui a décrété la sécession parce qu'il était pratiquement un chef d'État à ce moment là.

D'ailleurs, c'est à l'occasion de la présidence de la République du Mali qu'il y a eu le clash. Parce que les Soudanais étaient pour Lamine Guèye et les Sénégalais étaient pour Léopold Sédar Senghor. Les Soudanais argumentaient que c'est un pays musulman et que par conséquent, Lamine Guèye devrait en être le président. En plus, ne l'oublions pas, Lamine Guèye est né à Médine au Soudan français. Donc, il avait la sympathie des partisans de Modibo Keita.

**A. Ngaidé :** Quelles sont les personnalités les plus marquantes de cette époque de l'indépendance ?

**A. A. Dieng :** Parmi les personnalités les plus marquantes il y avait sans aucun conteste Mamadou Dia. Pourquoi ? Parce que tout simplement c'était un nationaliste. Et il voulait le traduire dans la politique économique du pays naissant.

Le Sénégal était une chasse gardée des hommes d'affaires français et de leurs acolytes. C'est la raison pour laquelle, bien qu'étant senghoriste, il a voulu faire une politique que Senghor désapprouvera : liquider les « petits blancs » et les Libanais. Ainsi, l'action de la Chambre de commerce dirigée par Charles Gallenca a été décisive dans sa liquidation politique. Il avait créé un crédit populaire pour octroyer des prêts aux artisans sénégalais. Il ne voulait plus qu'on importe des matériels de bureau. Là, il venait de toucher à de gros intérêts. Je ne sais pas s'il s'en était rendu compte. Le crédit social a joué ce rôle important dans la mise en œuvre de sa politique nationaliste. C'est la raison pour laquelle il a été vite mis en minorité dans son propre parti et plus tard a été renversé purement et simplement. En fait, Mamadou Dia préconisait une politique de rigueur.

N'oublions pas aussi qu'au moment de son renversement les députés avaient augmenté leur solde. Il était en désaccord avec cette décision. Il était aussi contre le fait que les hommes politiques et les marabouts deviennent des actionnaires dans les sociétés, qu'ils s'octroient des prêts auprès des organismes gouvernementaux avec la perspective de ne pas rembourser les dettes contractées. Ce combat lui a donné une certaine popularité au sein du peuple, mais aussi une impopularité dans les milieux de l'élite naissante.

Pourquoi ? Parce qu'il s'est mis à faire croire que l'indépendance était acquise et que les gens devaient plutôt se sacrifier et se serrer la ceinture. Mais les fonctionnaires ont commencé à faire la grève et plus particulièrement ceux de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN). A la suite de cela, Mamadou Dia a révoqué 3 000 travailleurs à l'époque.

Je ne sais pas si vous imaginez ce que cela représente. C'est la première fois que les gens vont connaître le chômage avec toutes les incidences sociales qui en découlent : appauvrissement des ménages, dislocation des familles et compromission des études des enfants. De ce fait, la situation sociale devenait intenable.

En plus Mamadou Dia avait une attitude qui n'était pas coopérative avec les étudiants africains. Par exemple, il a supprimé les 4 000 000 de francs qui constituaient la subvention qui devait être octroyée aux étudiants sénégalais. Il a déclaré vertement qu'aucune subvention n'était désormais possible. Cela a été à l'origine de l'hostilité qui s'est instaurée entre les étudiants et lui ; alors que ces derniers le soutenaient sur le plan politique et, par ailleurs, sur tous les plans.

En agissant ainsi, il a réussi à ne pas en faire des alliés potentiels dans son combat politique contre Senghor. Les travailleurs aussi n'étaient plus ses alliés. Dès lors il était facile de le renverser sans que personne n'ait à protester. C'est cette situation qui lui aliène une partie de la population.

Dès lors, son avenir politique était scellé. C'est pourquoi quand il a eu des problèmes avec Senghor la population ne l'a pas suivi.

**A. Ngaidé :** Parlez-nous de la teneur des débats en 1962 entre Senghor et Mamadou Dia ? Vous qui étiez là dans l'espace sénégalais ; qu'est-ce que cela vous a fait comme effet ? Le « Coup d'État... ».

**A. A. Dieng :** Je n'étais pas sur place. J'étais en France. Mais je suivais attentivement ce qui se passait au pays à cette époque. Le Coup d'État, nous n'y croyions pas du tout. A l'époque on ne croyait pas à ce type de situation. Mamadou Dia a voulu tout simplement privilégier le parti par rapport à la Constitution, ce qui n'existait pas au Sénégal. Cette « tactique » n'existait que dans des pays où il y avait des partis fortement structurés et calqués sur le modèle du parti léniniste, du RDA, du PDG... Dans ces pays à parti unique, c'est la permanence du parti qui prévaut. Mamadou Dia voulait transposer cette technique de coercition au Sénégal, ce qui n'était pas possible.

En effet, les gens n'avaient pas l'habitude de ce type de fonctionnement parce que, tout simplement, le parti unique n'avait pas de prise sur les gens. Ils ont toujours connu des partis ou des comités électoraux. C'est la tradition politique sénégalaise.

Le Sénégal ne connaissait pas des partis fortement « charpentés », mais des partis à caractère électoraliste et clientéliste.

D'ailleurs, les partis s'identifiaient aux individus et, même, ils étaient très personnalisés. On avait entre autres : le parti diagniste, laministe, senghoriste, dioufiste et aujourd'hui wadiste. C'est une vieille tradition ancrée au Sénégal et qui n'était pas de la même nature que les partis qui venaient de s'organiser et qui, pour compenser leurs faiblesses, étaient fortement centralisés et anti-démocratiques aussi, puisque c'est la personnalité du chef qui compte.

**A. Ngaidé :** Au-delà de ce qu'on pourrait appeler la radicalisation de Senghor, de l'impopularité des mesures diaïstes ; qu'est-ce que cet événement a généré dans l'évolution politique du Sénégal ?

**A. A. Dieng :** Cette rupture a conduit à la naissance d'un parti présidentieliste pour la première fois. On assistait à la liquidation du parlementarisme. C'est l'une des

premières conséquences et des plus importantes de ce combat. L'événement de 1962 a porté aussi atteinte à l'embryon de démocratie et cela s'est aggravé par la suite. Ce n'est que parce que Senghor n'a pas pu résoudre les problèmes que les événements de 1968 sont arrivés : blocage des salaires et des activités politiques avec la dissolution des partis. D'ailleurs, le PAI avait été dissout bien avant ces événements par Mamadou Dia lui-même. Cette décision l'avait, déjà, rendu impopulaire.

Évidemment que le PAI avait commis l'erreur de vouloir lancer la lutte armée alors que les dirigeants n'étaient pas prêts à céder le pouvoir. A mon avis, ce fut une erreur monumentale de vouloir créer une lutte armée dans le Sénégal oriental. On a entraîné des gens à Cuba qui sont revenus et sont devenus commandants, capitaines dans une région où les gens parlent surtout bambara. C'était vraiment une aventure. Cela s'est passé en 1965.

Je me souviens très bien : c'est l'année où mon père est décédé. Je suis revenu au Sénégal et j'étais effrayé. J'étais membre du parti. Je suis allé à Kaolack pour voir les professeurs militants du PAI Kader Fall, Touré Abou, Amadou Booker Sadjji et pour leur demander ce qui se passait. Je me suis posé la question suivante : Qu'est-ce que cette aventure là ? Vouloir faire une lutte armée dans le Sénégal oriental ! C'est vraiment manquer de réalisme. On ne pouvait pas le faire à Dakar, car on était minoritaires. Le PAI n'était pas implanté dans les campagnes. Il faut dire la vérité.

Dans ces conditions, Senghor a pu atteindre l'un de ses objectifs : liquider quelqu'un qui le gênait dans la politique qu'il souhaitait mener. Mamadou Dia avait aussi accepté de faire venir un prêtre pour exécuter le plan de développement du Sénégal : le Père Lebret. Ce que Senghor n'ose pas faire, c'est un musulman qui le fait à sa place. D'ailleurs à chaque fois que Mamadou Dia prenait des mesures impopulaires, Senghor disait : « Ah Mamadou Dia a du caractère ». Ainsi il l'incitait à aller encore beaucoup plus loin en prenant des décisions impopulaires. C'était une manière de le liquider politiquement parce que, dans ce pays-là, on n'aime ni les gens à forte personnalité, encore moins les gens répressifs. Les gens aiment plutôt les chefs qui savent arrondir les angles et qui s'arrangent pour maintenir les équilibres nécessaires pour la tranquillité de la société et du même coup leur propre tranquillité.

**A. Ngaidé :** Pouvez-vous nous parler de l'homme Senghor le littéraire, le philosophe et le politicien en toute franchise ?

**A. A. Dieng :** Nous avons connu Senghor, contrairement à votre génération, comme député et pas comme président du Sénégal avec tout le respect que j'ai pour ces institutions. Nous avons été déçus par Senghor parce qu'il était du côté des Français. Non seulement dans sa poésie, mais aussi dans son action politique. Personnellement Senghor est l'un des auteurs que j'ai le plus lu du point de vue poétique *Hosties Noires* (1948), *Chants d'Ombre* (1945). Ces œuvres forment le gros de notre littérature de jeunesse. Mais quand on lit cela, on est sidéré par ce

que l'homme veut le métissage à la fois culturel et biologique. On le voit dans l'accent de certains de ses poèmes qu'il écrira par la suite comme *Éthiopiennes* (1956). Par exemple, le fait de valoriser Emma Pleyel et de parler de Soukeyna et d'Isabelle « ma sœur de lait ». Tous ces thèmes-là nous ont frappés. C'était une poésie de lamentations : « Pardonne à la France », « Place parmi les Nations, la France à la droite du Seigneur ». C'est cela Senghor !

Je suis d'ailleurs un peu étonné qu'Ousmane Camara ait mis dans ses mémoires cette phrase là.

Le Senghor poète ne nous mobilisait pas. Celui qui nous mobilisait, c'était Aimé Césaire du *Cahier d'un retour au pays natal* qui était une œuvre d'une dynamique intellectuelle et politique sans égale pour nous.

Au lieu de faire de sa négritude une honte, Aimé Césaire en fait un objet de combat et de lutte. Sa poésie était virile, éruptive, volcanique et finalement mobilisatrice. Alors que Senghor nous faisait dormir. Il nous démobilisait et faisait de nous des « tire ailleurs » alors que l'autre faisait de nous des combattants à proprement parler, des gens qui luttent contre la forteresse coloniale. Donc les poèmes de Césaire étaient récités, lus et bien connus. Mais des parties de ses poèmes seront critiquées par Cheikh Anta Diop. L'auteur de *Nations nègres et cultures* (1979), n'est pas d'accord avec la thèse césairienne selon laquelle les Nègres ne sont pas à l'origine de la science : « Ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole ». Pour lui, l'Égypte est la mère des sciences et de l'écriture.

Une chose m'a choqué aussi chez Senghor quand j'étais secrétaire général de l'Association général des étudiants de Dakar (AGED). Nous sommes allés le rencontrer chez Léon Boissier-Palun. Il nous a dit : « Les Africains commencent à être civilisés. Il ya des fleurs dans les Sicap ». J'étais atterré. Toute sa civilisation ne se trouve que là où il y a des fleurs. Il avait un complexe terrible vis-à-vis des Blancs et vis-à-vis même des Asiatiques.

Nous, nos civilisations ne sont pas des civilisations des fleurs. Chaque civilisation a ses préférences, ses propres structures. Ce ne sont pas les structures des autres qui doivent déterminer la manière dont nous percevons notre civilisation. Il considère que la civilisation de l'Occident est le modèle sur lequel nous devons nous aligner. J'étais atterré devant cette attitude d'imitation et de mimétisme aveugle. Elle m'avait profondément choqué chez Senghor.

Un autre élément m'a frappé chez Senghor : il attaquait toujours tous ceux qui s'attaquaient au colonialisme. Ne vitupérons pas le colonialisme, disait-il, et il a même osé dire que la France n'a pas à se justifier pour l'annexion des colonies. En fait, il les considérait comme de simples provinces de France. Vous pouvez le découvrir dans *Libertés*. Il nous a étonnés par sa prise de position aussi durant le débat qui a eu lors de la confection de la Loi-cadre. « Frappez l'imagination des Africains pour qu'ils se détournent de la revendication pure et simple de l'indépendance ». Il a eu à tenir les propos suivants à l'Assemblée de Strasbourg : « Au siècle de la bombe atomique, l'indépendance est une pure illusion ». Cette phrase se trouve dans le livre de son ami politique Aujoulat,

*Aujourd'hui, l'Afrique (1958)*, qui était Secrétaire d'état aux colonies de la France d'Outre-mer. Donc, tout cela nous a éloignés purement et simplement de Senghor. Nous n'avions plus confiance en lui. Mais il faut dire aussi, que nous avons eu des problèmes avec Aimé Césaire à cause de sa fameuse lettre adressée au Parti communiste français. Dès lors, il a commencé à être contesté par un certain nombre d'Africains qui étaient du Parti communiste français. Parce que beaucoup d'étudiants africains militaient dans ce qu'on appelait le Groupe de langues, c'est-à-dire des groupes d'étudiants qui n'étaient pas des Français.

- A. Ngaidé :** Mais en tant qu'homme politique, Senghor a apporté quelque chose au pays. Il est le père de la nation sénégalaise non !
- A. A. Dieng :** Non, je le regrette. Il dit que la nation date du dépôt des *Cahiers pour les États généraux* et nous savons très bien que ce ne sont pas les Africains qui sont à l'origine de ce dépôt. Ce sont plutôt des Européens qui l'ont fait. Et dans ces *Cahiers* qu'est-ce qui était discuté ? Le monopole de la Compagnie du Sénégal pour l'achat des esclaves. Ils voulaient que ce soit libéralisé et que n'importe qui puisse acheter des esclaves donc ces *Cahiers* ne condamnaient pas l'esclavage. Dès lors, comment peut-on soutenir que cela puisse consacrer la naissance de la nation ?

Senghor va chercher la définition de la nation chez Ernest Renan. C'est que Renan, à propos de l'Alsace et la Lorraine annexées à l'Allemagne en 1870, a tenté de définir la nation. Il fait une distinction entre la conception ethnique adoptée par les Allemands et la conception politique adoptée par les Français. La définition française repose sur la volonté politique de vivre en commun. Et ce n'est pas pour rien que Lamine Diakhaté nous fatiguait avec le « commun vouloir de vivre ».

La nation se réduit à une simple volonté, c'est l'élection de tous les jours. Pour cela il n'est pas original et loin de là. Et le contexte politique du Sénégal de l'époque n'est pas le même que celui de la France et de l'Allemagne de 1870.

- A. Ngaidé :** Mais toujours est-il qu'on s'inspire de ce texte d'Ernest Renan comme base de discussion et d'appréhension de la notion de nation non !
- A. A. Dieng :** A mon avis, c'est le texte le plus faible de Renan. Parce que tout simplement, les intellectuels africains n'ont pas sérieusement réfléchi sur les questions nationales.
- A. Ngaidé :** Mais est-ce que Senghor n'a pas fait un pas dans ce sens là ?
- A. A. Dieng :** Mais son souci à lui, c'est de dire que c'est Pompidou qui lui a appris le socialisme, cela peut provoquer le sourire. Il était à la SFIO. Senghor n'a été que le véhicule d'une théorie qu'il tentait d'imiter tout simplement. Parce que pour lui, le modèle, c'est la France. La France c'est Renan. C'est tout et il veut appliquer cela au Sénégal.

Mais quelle originalité a-t-il ? Il n'y a aucune originalité dans sa démarche. Au contraire on peut lui faire un tas d'objections comme on l'a fait d'ailleurs à l'occasion de cette définition faite par les Français sur le « commun vouloir de vivre ». Mais il faut aussi convenir que la nation ne peut pas seulement se faire sur la base de la simple volonté. Il y a des éléments objectifs et non subjectifs qui sont là et dont il faut tenir compte.

À l'époque aussi, c'était une manière de récuser la définition de Staline, l'auteur de *Question coloniale et nationale*. Il était contre cette définition et il partagera cet avis avec Mamadou Dia en l'utilisant pour contester la définition des marxistes de l'époque. D'ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles quand Cheikh Anta Diop parle, dans *Nations nègres et culture*, de cette question il se réfère à Staline.

En disant que les deux éléments indépendance et culture nationale ce sont des phénomènes importants. D'ailleurs Théophile Obenga défend, que Cheikh Anta Diop aboutit aux mêmes résultats que les marxistes qui utilisaient le matérialisme historique. Mais, je pense que c'est une conception très instrumentaliste du marxisme.

Je pense sérieusement que la nation est une chose sur laquelle nous devons beaucoup réfléchir. C'est la question la plus complexe qui soit. Parce que nous avons les symboles de la nation au sens moderne du terme alors que nous n'en avons pas la réalité économique, sociale, culturelle, linguistique. Nous ne l'avons pas.

Comment voulez-vous acclimater des choses qui ne peuvent pas prendre racines ? Il y aura toujours un rejet de ce greffon d'État-nation. Parce que tout simplement on ne veut pas reconnaître aujourd'hui les ethnies. Et aujourd'hui les gens en parlent alors qu'à l'époque les gens ne faisaient pas mention de ces structures sociales. On parlait de race. Pour s'en convaincre, vous pouvez lire le premier article de Cheikh Anta dans *Présence Africaine* où il emploie le terme de race wolof. Terme utilisé par les colonisateurs, mais sans qu'aucune critique ne soit portée. On utilisait indifféremment les termes tribu et race. Or, le terme de tribu, pour nous, avait une connotation raciste. Pourtant, les Blancs l'utilisent pour désigner des Blancs, c'est comme le terme barbare aussi. Mais dès qu'on parle de barbares on pense que c'est spécifique aux Africains.

- A. Ngaidé :** Vous pensez que Senghor n'a pas cherché à gommer les différences entre les ethnies en essayant de créer un *homo-senegalensis* ?
- A. A. Dieng :** Non parce que tout simplement cela l'intéresse pour calmer les esprits et éviter les contestations. C'est un refus camouflé de la lutte des classes. Parce que les nations sont constituées de classes qui connaissent des antagonismes et ils n'en veulent pas.

Tous ces gens qui ne veulent pas d'antagonismes te parlent de races, rassemblement, unité nationale. Si tu leur dis unité, ils te disent nationale. Mais où est la nation ? Est-ce que la nation a eu le temps de se constituer ? Mon ami Mokhtar Diouf<sup>t</sup> a écrit un livre, mais je ne suis pas accord avec ses hypothèses et affirmations. Je pense qu'il est tombé dans un piège qui l'a conduit à parler

d'harmonie et d'unité au point de nier l'existence de différences fondamentales entre les composantes des populations sénégalaises. Par là, il nie l'existence des ethnies alors qu'elles sont une réalité prégnante de la modernité sociale et politique sénégalaise.

**A. Ngaidé :** Mais l'œuvre politique de Senghor mérite une attention particulière ?

**A. A. Dieng :** Mais on peut l'utiliser de manière critique et sortir du sentier que les gens empruntent habituellement. Il a hérité d'un État, mais ils ne disent pas qu'il a créé un État néocolonial. Regarde bien autour de toi et compare les noms des sociétés à celles françaises. Il a remplacé le **F** de France par le **S** de Sénégal. C'est du mimétisme. Il a beau attaquer les gens, mais il est aussi vulnérable. Il n'était pas suffisamment armé pour le faire. Ce qui l'intéresse dans le marxisme, ce sont les écrits humanistes des prêtres comme Calvès, etc. C'est tout. En fait, Senghor n'a pas pris en compte les vrais fondements de la théorie marxiste.

Ce sont là les différents chantiers ouverts au début des années 1970. Le Sénégal a donc démarré les premières années de son indépendance sur des chapeaux de roues, situation qu'il fallait gérer avec un tact politique conséquent et réfléchi.

## Notes

1. « La loi n° 56-619 du 23 juin 1956, dite Loi-cadre Defferre, autorisant le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est adoptée sur l'initiative de Gaston Defferre, ministre français d'Outre-mer et Maire de Marseille, et Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire et maire d'Abidjan. On l'appelle « Loi-cadre » car elle habilite le gouvernement à statuer par décret dans un domaine réservé en principe à la loi. Elle crée dans les territoires d'outre-mer des Conseils de gouvernement élus au suffrage universel, ce qui permet au pouvoir exécutif local d'être plus autonome vis-à-vis de la métropole (toutefois le mode de scrutin reste défavorable aux habitants locaux). Elle crée aussi le collège unique alors que jusque là les habitants étaient répartis en deux collèges selon leur statut civil (de droit commun ou de droit local). La Loi-cadre sera complétée par plusieurs décrets d'application concernant les territoires d'outre-mer », (Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi-cadre\\_Defferre](http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi-cadre_Defferre), visité le 13/06/2011, 18h05).
2. Hospitalité « légendaire » des Sénégalais.
3. Massacre de soldats africains de retour de la seconde guerre mondiale dans le camp de Thiaroye en banlieue dakaroise, le 1er décembre 1944. Ce massacre a été immortalisé par le cinéaste sénégalais Sembène Ousmane (Camp de Thiaroye film sorti en 1988 et censuré en France pendant longtemps).
4. Économiste, chercheur à l'IFAN et auteur de *Le Sénégal. Les ethnies et la nation*, Dakar, NEA.